

« On nous a dit qu'il n'y avait plus de frontières en Europe, on nous a trompés »

Entre la France et l'Espagne, comme ailleurs en Europe, la fermeture des points de passage a ébranlé la vie des frontaliers

REPORTAGE

IRUN (ESPAGNE) ET HENDAYE (PYRÉNÉES-ATLANTIQUES) - envoyée spéciale

On entendrait presque les mouches voler. Il ne passe quasiment aucune voiture et de rares piétons. A la station-service, ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre, les premiers clients sont apparus vers 8h30. Il en viendra quinze tout au plus dans la journée, contre 600 d'ordinaire en à peine huit heures. « C'est une peine terrible », lâche Sole Varona, l'employée de Repsol, qui affiche quarante-six ans d'ancienneté dans l'entreprise mais n'a pas souvenir d'avoir connu dans le passé pareil désespoir.

Le groupe pétrolier espagnol dispose des premières pompes à essence que l'automobiliste venu de France rencontre lorsqu'il entre en Espagne par la commune d'Irun, au Pays basque. Ici, le gazole se vend à 95 centimes le litre, 30 centimes de moins qu'en France.

Le ballet des clients - à 90 % français - est d'habitude incessant. Mais la crise sanitaire et la fermeture des frontières ont plongé le business local dans un abîme de léthargie. N'entrent plus en Espagne que des Espagnols ou des résidents dans le pays. Et l'inverse est vrai pour la France. La résurgence d'une frontière là où elle avait disparu depuis l'adhésion de l'Espagne à l'espace Schengen, au début des années 1990, suscite l'incompréhension et le désarroi de nombreux frontaliers.

« La perte économique est énorme », constate Aitor Jauregui, qui travaille dans une supérette alimentaire non loin de la station Repsol. Sa boutique, comme le tabac situé de l'autre côté de la route, et qui vend des cigarettes deux fois moins chères qu'en France, ne restent ouverts que la demi-journée, faute de clients. « Au moins, tu prends le soleil », se moque un chargé de clientèle de Coca-Cola en passant devant David Fraile. Cet homme de 41 ans tient avec son frère La cave, un commerce où les jambons de

pays pendent au plafond et les étals regorgent de bidons de gel douche et liqueurs diverses, à des prix cassés. Mais à part de rares routiers, autorisés à passer les frontières pour le transport de marchandises, personne ne vient plus chez les frères Fraile.

LONGUES FILE D'ATTENTE

Autour, les quelques boutiques de souvenirs n'ont même pas pris la peine de lever leur rideau de fer, alors que l'Espagne se déconfinait progressivement. Dans le centre d'Irun, les terrasses des cafés rouvrent peu à peu depuis une semaine. David Vertiz est en train d'installer la sienne, sur une place arborée. L'été, le gérant du bar Real Union sert une clientèle à 40 % française. Au-delà de son commerce, c'est la vie personnelle de cet Espagnol qui est bousculée par la fermeture de la frontière. « J'habite à 2 kilomètres, en France, à Hendaye, et mes parents vivent ici, à Irun. Mes enfants n'ont pas le droit de les voir », confie-t-il.

Outre leurs nationaux et résidents respectifs, l'Espagne et la France laissent entrer sur leur

territoire, à titre exceptionnel, certaines catégories de population, comme les travailleurs frontaliers, mais cela ne permet pas de coiffer toute la diversité des situations qui ont fleuri dans cette zone étroite, où vivent, de part et d'autre du fleuve-frontière Bidasoa, 100 000 habitants, à cheval sur les communes d'Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), Irun et Fontarrabie. Et ceux qui ont l'autorisation de circuler doivent affronter les longues files d'attente qui se forment devant les contrôles de police.

Il y a quelques jours, Jose Arruabarrena, un Français boucher-traiteur à Hendaye, mais qui vit à



Irun avec sa femme, espagnole, a patienté une heure avant de pouvoir entrer en France. « De l'autre côté, des camions m'attendaient pour me livrer le porc et le bœuf », s'agace-t-il. Jose Arruabarrena a l'habitude d'aller plusieurs fois par semaine à Arguedas, à la pointe sud de la Navarre, pour se fournir en asperges, artichauts et autres légumes. « Tout à l'heure, en revenant, il y avait au moins 3 kilomètres de queue à la frontière, rapporte-t-il. C'est une catastrophe. Avec l'Europe, ce n'est pas normal qu'on ait ce problème ».

« Les queues vont empirer à mesure que l'activité économique reprend et que les écoles rouvrent,

Retrouvailles un rien amères entre la Moselle et la Sarre

Le déconfinement s'accompagne d'une réouverture progressive des frontières avec l'Allemagne, fermées sans concertation mi-mars

REPORTAGE

GROSSROSSELN (ALLEMAGNE), PETITE-ROSSELLE (FRANCE) - envoyée spéciale

Des retrouvailles, comme après de longues vacances. « Cela fait plaisir de pouvoir revenir ici », lance un grand gaillard en tenue de motard, qui repartira avec deux pots de tabac à rouler. « Vous nous avez manqué », enchaîne la cliente suivante, venue acheter dix cannettes de whisky-coca. A la caisse, Usman Apedin réplique d'une voix enjouée laissant imaginer le large sourire caché derrière son masque : « Moi aussi, je suis content de vous revoir. Presque deux mois sans travailler, c'est long ! »

Mardi 19 mai. Usman Apedin a enfin été autorisé à rouvrir son bureau de tabac, situé juste à l'entrée du petit pont qui sépare la commune allemande de Grossrosseln (Sarre) de sa sœur française Petite-Rosselle (Moselle). Il était fermé depuis le 26 mars. Dans son smartphone, le buraliste a gardé la photo de l'arrêté municipal qui, ce jour-là, lui a appris qu'il devait baisser le rideau, comme deux autres tabacs de Grossrosseln. Une conséquence de la décision prise par l'Allemagne, le 15 mars, de fermer ses frontières avec la France, le Luxembourg, la Suisse, l'Autriche et le Danemark, sauf

pour les travailleurs frontaliers et le trafic de marchandises.

« Quand vous apprenez du jour au lendemain que vous ne pouvez plus ouvrir votre commerce pour aller travailler, ça fait un choc », confie-t-il. « Jamais je n'aurais cru que ça m'arriverait, de même que je n'aurais jamais imaginé qu'on referme un jour cette frontière qui pour moi n'a pas d'existence », explique cet homme de 36 ans né en Turquie de parents kurdes venus s'installer à Grossrosseln peu après sa naissance. « Ici, je n'ai jamais fait vraiment attention à la frontière. J'ai toujours circulé d'un pays à l'autre sans que ce soit un sujet de préoccupation », explique-t-il, jonglant naturellement entre l'allemand et le français.

La réouverture de son tabac est directement liée à la décision du gouvernement d'Angela Merkel d'assouplir les contrôles aux frontières. Depuis samedi 16 mai, les autorités allemandes ne contrôlent plus systématiquement tous des véhicules qui viennent de France. Les barrières rouge et blanche installées au mois de mars, qui empêchaient souvent tout passage, ont disparu. Désormais, la police circule d'un point à l'autre. Au passage entre Grossrosseln et Petite-Rosselle, les habitants ont remarqué qu'elle avait tendance à faire des contrôles le matin, mais beaucoup moins l'après-midi.

« JE REDOUTE QUE CE QUI S'EST PASSÉ CES DERNIÈRES SEMAINES NE LAISSE DES TRACES, SURTOUT CHEZ LES FRANÇAIS »

MICHAEL CLIVOT
maire de Gersheim (Sarre)

La levée des barrages ne signifie pas pour autant un retour à la normale. Sauf pour les travailleurs frontaliers, il est toujours interdit, pour ceux qui habitent en France, de faire ses courses en Allemagne. Ceux qui traversent la frontière pour payer 7 euros un paquet de Marlboro qui leur coûterait 10 euros en France sont dans l'illégalité. En réalité, les vieilles habitudes ont repris, et, depuis quelques jours, de plus en plus de Français profitent de la présence épisodique de la police allemande pour franchir la frontière et acheter des cigarettes ou des produits d'entretien et de pharmacie dans la Sarre, où les prix sont plus bas.

L'assouplissement décidé par l'Allemagne crée une nouvelle dissymétrie. Désormais, c'est la France qui apparaît beaucoup plus vétilleuse. « Au début, c'était sur-

tout les Français qui se sentaient stigmatisés par les Allemands. Le sentiment d'injustice a changé de camp : beaucoup d'Allemands ne comprennent pas pourquoi ils ne peuvent pas venir en France sauf pour "raison impérieuse", alors qu'il est désormais beaucoup plus facile pour les Français d'entrer en Allemagne », explique une experte du dossier, côté français.

« Sacré coup sur la tête »

Maire de Gersheim, une autre commune sarroise située sur la frontière, Michael Clivot avait publié une vidéo, début avril, condamnant la multiplication des insultes francophobes chez ses concitoyens, nourrie par la peur de voir les Français importer le virus en Allemagne depuis la région Grand-Est, classée « zone à haut risque » par l'institut de santé Robert-Koch. Un mois plus tard, il reste préoccupé. « Le fait que l'Allemagne décide de lever les contrôles, alors que la région Grand-Est est classée rouge, crée de nouveau de l'inquiétude chez les gens, explique cet élu social-démocrate, fils d'une Allemande et d'un Français. Même si la situation s'est détendue, je redoute que ce qui s'est passé ces dernières semaines ne laisse des traces, surtout chez les Français. »

A discuter avec quelques habitants de Petite-Rosselle, on s'aperçoit que cette crainte est fondée.

Hella Flaus, par exemple. Depuis la pâtisserie familiale où elle travaille, il suffit de descendre la rue Charles-de-Gaulle sur cent mètres pour arriver au petit pont qui sert de frontière avec l'Allemagne et déboucher sur le tabac d'Usman Apedin. Aussi bilingue que le buraliste, elle explique qu'elle a « reçu un sacré coup sur la tête en voyant les Allemands » fermer cette frontière qu'elle avait « oubliée ».

Aujourd'hui encore, elle avoue qu'elle ne comprend toujours pas pourquoi elle n'a pas pu aller rendre visite, pendant deux mois, aux membres de sa famille qui habitent à cinq minutes à vol d'oiseau, côté allemand. Pas plus qu'elle ne comprend pourquoi certains se sont fait traiter de « sales Français ! » en faisant leurs courses au supermarché allemand, « comme s'ils étaient des pestiférés et que le virus s'arrêtait à la frontière ».

Un peu plus bas juste avant le pont, sur la place du jumelage, le député de la circonscription, Christophe Arend (La République en marche), qui préside aussi le bureau français de l'Assemblée parlementaire franco-allemande, pourrait parler pendant des heures des complications causées par la quasi-fermeture de la frontière sur la vie des couples vivant un pied dans chaque pays et séparés du jour au lendemain, sur l'allongement considérable des temps

de transport des travailleurs transfrontaliers... Très sévère sur l'absence de coordination entre la France et l'Allemagne au début de la crise, il note toutefois un léger progrès depuis qu'a été réuni pour la première fois, le 23 avril, le comité de coopération transfrontalière prévu par le récent traité d'Aix-la-Chapelle.

« C'est le paradoxe de ce genre de moment qui, précisément parce qu'il est compliqué, impose de se parler encore plus que d'habitude pour essayer de surmonter les problèmes », explique Christophe Arend, convaincu que cette crise a débouché sur une « densification du dialogue franco-allemand ». Au point de susciter des initiatives qui n'auraient sans doute pas vu le jour par temps calme.

A l'instar de cette marche d'une semaine entamée par deux ténors, Philip Hoffmann et Christoph Drost, samedi 16 mai, le long des 180 km de la frontière entre la France et la Sarre. « Pour notre génération, cette frontière n'a jamais eu d'existence ; et c'est parce que nous ne voulons surtout pas la voir réapparaître que nous avons lancé cette marche », expliquaient les deux hommes, de passage dans la circonscription de M. Arend, mardi, à quatre jours de leur point d'arrivée très symbolique : la ville de Schengen, au Luxembourg. ■

THOMAS WIEDER